

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2025

Objet n° 80 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; MM. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Ibrahim Donmez, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, M. Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Justine Harze, Echevine; MM. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mmes Chloé Deguide, Ayse Yigit, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Done Sonmez, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur l'occupation temporaire du domaine public - Exercices 2026 à 2030 – Renouvellement et modification #

L'urgence est admise à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu sa délibération du 25 juin 2025, votant le règlement-redevance pour le placement et la mise à disposition de signalisation routière sur la voirie ;

Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 22 décembre 2021 votant le règlement-taxe sur l'occupation temporaire du domaine public pour les années d'imposition 2022 à 2025 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant qu'une procédure unique et simplifiée assurera une prévisibilité et une sécurité optimale pour les riverains d'une part et facilitera d'autre part les activités entrepreneuriales sur le territoire communal ;

Considérant que l'utilisation privative du domaine public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une taxe ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant que l'activité visée par le règlement-taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux et qu'il est équitable d'en faire supporter la charge aux bénéficiaires ;

Considérant que l'occupation temporaire du domaine public a des incidences notamment sur la tranquillité publique et la mobilité ; qu'un règlement-taxe peut avoir pour objectif accessoire de limiter ces incidences sur la tranquillité publique et la mobilité ;

Considérant que l'occupation du domaine public doit être limitée autant que possible et que les nuisances doivent être réduites, notamment en matière de mobilité et de tranquillité publique ; qu'à cette fin, une taxe forfaitaire est également introduite pour toute occupation d'une durée limitée à un jour calendrier ;

Considérant que l'exonération prévue à l'article 6 §1 est justifiée par la volonté d'encourager les initiatives visant à rénover les façades et des toits, en ce qu'elles participent à l'amélioration du paysage urbain ;

Considérant que l'exonération consentie à l'occasion de la découverte de vestiges historiques enfouis dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des fouilles d'effectuer, dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés, ne manque pas de pertinence puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'une circonstance imprévisible qui donne lieu à l'arrêt du chantier pour un délai indéterminé, se révélant alors

préjudiciable au bon déroulement des opérations et aux intérêts du redevable ;

Considérant que l'exonération consentie à l'occasion des recherches scientifiques ne manque pas de pertinence puisque d'une part, celles-ci sont essentielles à la production de connaissances nouvelles et sont également un maillon primaire du processus d'innovation, et d'autre part, ces recherches sont subventionnées par des institutions publiques ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 9 et 16 décembre 2025 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'impositions 2026 à 2030, une taxe communale sur toute occupation privative du domaine public à titre temporaire.

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

- **Domaine public** : les biens qui appartiennent à une personne de droit public (autorité communale ou régionale) et qui servent indistinctement à l'usage de tous, tels que notamment les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats, les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement de véhicules, les parcs, les jardins, les plaines et les aires de jeux publics.
- **Occupation privative** : toute occupation à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles, d'un dépôt de matériaux, de matériels ou toute cause gênant la circulation des piétons ou véhicules sur le domaine public, même partiellement ou temporairement.

Article 3

§1. La taxe est due par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable de l'autorisation d'occupation par l'autorité compétente, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement le domaine public. Lorsque cette occupation est liée à la réalisation de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, ou de transformation d'immeubles, l'entrepreneur est solidairement et indivisiblement tenu au paiement de la taxe avec le maître d'ouvrage.

§2. La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée du domaine public ou à la projection au sol de la superficie occupée par l'échafaudage et à la durée de cette occupation, tel que décrit dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente.

En cas d'occupation du domaine public sans obtention préalable ou de non-respect de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, il est présumé que l'occupation constatée a débuté 7 jours calendrier avant la date à laquelle l'occupation a été constatée par un agent communal habilité à cette fin.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé, au 1^{er} janvier 2026, à 2,00€ par mètre carré de surface occupée et par jour calendrier.

Pour toute occupation du domaine public d'une durée limitée à un jour calendrier, la taxe est fixée forfaitairement à 30€.

Les taux seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois de décembre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois de décembre de l'année précédente = décembre 2026 lors de la première adaptation, en janvier 2027
- I = indice du mois de décembre 2025 (base 2013= 100)

En cas d'absence d'autorisation préalable ou de non-respect, les taux repris ci-dessus seront doublés.

La taxe est exigible pour toute la durée de l'occupation du domaine public. Toute journée commencée est comptée pour une journée entière.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

Article 5

§1. La taxe est due sans que l'intéressé puisse en induire un droit de concession irrévocable ou une servitude sur le domaine public.

En outre, l'intéressé a l'obligation de supprimer ou de réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à une indemnité.

§2. Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes qu'il aurait déjà payé.

§3. Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la Commune, aucune obligation spéciale de surveillance du domaine public occupé. Cette occupation se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du redevable de la taxe.

§4. La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité qui pourrait être réclamée pour la réparation éventuelle des dégradations occasionnées au domaine public.

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

§1. **Les vingt premiers jours d'occupation** : les occupations par un échafaudage en vue d'une rénovation de l'enveloppe extérieure de l'immeuble ;

En cas d'occupations successives du domaine public l'exonération ne s'appliquera que pour autant que 7 jours de calendrier séparent les demandes d'autorisation, et ce dans le but de limiter l'emprise sur le domaine public ;

§2. Les occupations du domaine public à l'occasion de la découverte de vestiges historiques enfouis dans le sous-sol, pour toutes les journées durant lesquelles les propriétaires auront permis au Service National des fouilles, d'effectuer dans l'enceinte du chantier, des recherches entraînant un arrêt dans le déroulement normal des travaux autorisés ;

§3. Les occupations du domaine public liées à des recherches scientifiques ;

§4. Les occupations du domaine public par les impétrants institutionnels inscrits sur la liste dans le cadre de l'ordonnance du 3 mai 2018, relative aux chantiers en voirie publique ;

§5. Les occupations tombant sous l'application du règlement-taxi sur les occupations de la voie publique à des fins commerciales ou du règlement-taxi sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Article 7

La taxe est recouvrée au comptant, soit via la plateforme mise à disposition par l'Administration communale pour la gestion des demandes, soit par paiement électronique sur le compte de la commune, avant la réception de l'autorisation. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 8

Lorsque la taxe est perçue par voie de rôle, le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

La réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation. Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : demande introduite par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1^{er} janvier 2026, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 22 décembre 2021.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre,



Audrey HENRY

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2025

Voorwerp nr 80 van de agenda

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; HH. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Ibrahim Donmez, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, H. Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mevr. Chloé Deguide, Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Done Sonmez, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Belasting op de tijdelijke bezetting van het openbare domein - Aanslagjaren 2026 tot 2030 – Hernieuwing en wijziging #

De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet het raadsbesluit van 25 juni 2025 stemmend het retributiereglement voor de plaatsing en terbeschikkingstelling van verkeerssignalisatie op de weg;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 22 december 2021 tot goedkeuring van het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van het openbare domein, voor de aanslagjaren 2022 tot 2025;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - nethed te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat een vereenvoudigde procedure een optimale zekerheid en voorspelbaarheid waarborgt voor de omwonenden enerzijds en de ondernemersactiviteiten op het gemeentelijk grondgebied vergemakkelijkt anderzijds;

Overwegende het feit dat de privaatbezetting van het openbaar domein een voordeel is voor degenen die er gebruik maken en het aangewezen is dat de begunstigden onderworpen zijn aan een belasting;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de nethed en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten en het billijk is de lasten te laten dragen door de begunstigden;

Overwegende dat de bezetting van het openbaar domein zoveel mogelijk moet worden beperkt en dat overlast moet worden verminderd, met name op het gebied van mobiliteit en openbare rust; dat daartoe ook een forfaitaire belasting wordt ingevoerd voor elke bezetting met een beperkte periode van één kalenderdag;

Overwegende het feit dat de vrijstelling op grond van artikel 6, §1, wordt gerechtvaardigd door de wens om renovatie-initiatieven van gevels en daken aan te moedigen, omdat ze bijdragen het stedelijke landschap te verbeteren;

Overwegende dat de vrijstelling verleend bij de ontdekking van ondergrondse historische overblijfselen, voor al de dagen die de eigenaren toestaan aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen, om in de omheining van de werf opzoeken te verrichten welke

een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt, relevant is, aangezien het in de meeste gevallen een onvoorziene omstandigheid is die de stopzetting van de werf voor onbepaalde tijd tot gevolg heeft en dus schadelijk is voor de belangen van de belastingschuldige;

Overwegende dat de vrijstelling verleend voor wetenschappelijk onderzoek relevant is omdat enerzijds, dit essentieel is voor de ontwikkeling van nieuwe kennis en tevens de eerste schakel in het innovatieproces, en anderzijds, deze onderzoeken zijn betoelaagd door openbare instellingen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 en 16 december 2025 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2026 tot 2030, een belasting gevestigd op alle te gebeuren tijdelijke privatieve bezettingen van het openbaar domein.

Artikel 2

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- **Openbaar domein:** de onroerende goederen die eigendom zijn van een publieke rechtspersoon (gemeentelijke of gewestelijke overheden) en die zonder meer bestemd zijn voor het gebruik door iedereen, voornamelijk de wegen en hun trottoirs of nabijegelegen bermen, de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- **Privatieve bezetting:** iedere bezetting naar aanleiding van bouw-, afbraak-, wederopbouw-, verbouwing-, herstelling- of onderhoudswerken aan gebouwen, door het plaatsen van materialen, van materieel of van wat dan ook dat het verkeer van voetgangers of rijkten op het openbaar domein belemmert, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk.

Artikel 3

§1. De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid.

Bij bezetting van het openbaar domein, zonder het voorafgaand verkrijgen van de toestemming door de bevoegde autoriteit, is de belasting verschuldigd door degene, natuurlijke of rechtspersoon, die het openbaar domein bezet. Wanneer deze bezetting gerelateerd is aan de uitvoering van de bouw, sloop, heropbouw of verbouwing van gebouwen, is de aannemer hoofdelijk aansprakelijk om de belasting te betalen met de bouwheer.

§2. De belasting wordt proportioneel vastgesteld volgens de bezette oppervlakte van het openbaar domein of tot de projectie op de begane grond van de bezette oppervlakte van de stelling en van de duurtijd van deze bezetting, zoals beschreven in de door de bevoegde autoriteit verleende vergunning.

Bij bezetting van het openbaar domein zonder het voorafgaand verkrijgen of bij niet niet respecteren van de vereiste toelating in uitvoering van onderhavig reglement, zal aangenomen worden dat de vastgestelde bezetting een aanvang heeft genomen 7 kalenderdagen voorafgaand de dag waar de daartoe bevoegde gemeentelijke agenten de bezetting hebben vastgesteld.

Artikel 4

De aanslagvoet op 1 januari 2026 vastgesteld op 2,00€ per vierkante meter bezette oppervlakte en per kalenderdag.

Voor elke bezetting van het openbaar domein met een beperkte duur van één kalenderdag wordt de belasting forfaitair vastgesteld op 30€.

De aanslagvoeten worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand december van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand december van het voorgaande jaar = december 2026 bij de eerste aanpassing, in januari 2027
- I = index van de maand december 2025 (basis 2013 = 100)

Bij gebrek van een voorafgaande toelating of bij het niet respecteren, zullen de hierboven vermelde aanslagvoeten worden verdubbeld.

De belasting is verschuldigd voor de totale gebruiksduur van het openbaar domein. Elke begonnen dag wordt voor een hele dag geteld.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

Artikel 5

§1. De belasting is verschuldigd zonder dat de belastingplichtige aanspraak kan maken op gelijk welk concessierecht of erfdienstbaarheid op de openbare ruimte. Bovendien heeft hij de plicht om het verleende gebruik stop te zetten of te verminderen op het eerste verzoek van de gemeenteoverheid en zonder, uit dien hoofde, op enigerlei vergoeding aanspraak te kunnen maken.

§2. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§3. De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen. Het gebruik gebeurt op eigen risico en onder de verantwoordelijkheid van de begunstigde van de toelating.

§4. De gevestigde belasting is onafhankelijk van de voorziene vergoeding te betalen voor de eventuele herstelling van de bestrating, veroorzaakt door de bezetting van het openbaar domein.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

§1. **De eerste twintig dagen van bezetting:** bij bezettingen door een stelling ten gevolge van een renovatie aan de buitenkant van het gebouw;

In geval van opeenvolgende bezettingen van het openbaar domein is de vrijstelling van toepassing, in zoverre er 7-kalenderdagen zitten tussen de afzonderlijke aanvragen tot toelating, en dit om de greep op het openbaar domein te beperken;

§2. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van het ontdekken van ondergrondse historische overblijfsels, voor alle dagen gedurende dewelke de eigenaars aan het Nationaal Instituut voor Opgravingen de toelating geven om in de omheining van de

werf opzoekingen te verrichten welke een stopzetting in het normale verloop der werken met zich meebrengt;
§3. De bezettingen van het openbaar domein naar aanleiding van wetenschappelijk onderzoek;
§4. De bezettingen van het openbaar domein door de institutionele verzoekers opgenomen in de lijst met betrekking tot de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg;
§5. De bezettingen die vallen onder de toepassing van het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden of het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Artikel 7

De belasting is contant te voldoen, hetzij via het platform ter beschikking gesteld door het Gemeentebestuur voor het beheer van de aanvragen, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente, voorafgaand de in ontvangsteneming van de toelating. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 8

Wanneer de belasting via kohier wordt geïnd ontvangt de belastingplichtige kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 10

De belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingsschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aanvraag;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2026 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 22 december 2021.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2025.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De Burgemeester,



Audrey HENRY